



COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE L'OZON

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

LUNDI 5 OCTOBRE 2026

Nombre de sièges au conseil : 30
Nombre de conseillers en exercice : 29
- Présent(e)s : 26
- Pouvoirs : 3
- Excusé(e)s : /
- Absent(e)s non excusé(e)s : /

L'an deux mil vingt-six, le cinq octobre, le Conseil communautaire de la Communauté de Communes du Pays de l'Ozon, dûment convoqué le 29 septembre 2026, s'est réuni en session ordinaire à 19h00 à la Salle des Pachottes à Simandres, sous la présidence de Madame la Présidente, Mireille BONNEFOY.

Secrétaire : Nathalie PANSIOT

Présent(e)s :

Mmes et MM, Nicolas VARIGNY, Laurent BICARD, Evelyne GAUTHIER, Lauredana JACQUET (Chaponnay), Christelle REMY, Jean François AYMARD, Sophie BIBOLLET-JUSTE, Christian GAMET (Communay), Alexandre DESCOLLONGES, Sandra BULLION (Marennes), Arnaud DELEU, Bruno BARAZZUTTI, Blandine BOST, Mathieu DUSSERT-BRESSON, Alexis GAILLARDIN, Noémie PROST-PICAZO (St Symphorien d'Ozon), Mireille BONNEFOY, Josiane RANN, Christophe TEZENAS DU MONTCEL (Sérézin du Rhône), Michel BOULUD, Nathalie PANSIOT (Simandres), Catherine DESCHANEL, Marie-Thérèse CHARRE CHAZAL, Thierry DESCHANEL, Patrice LAVERLOCHERE, Xavier POCHON (Ternay)

Pouvoirs :

M. Pascal CREPIEUX (Chaponnay) a donné pouvoir à Mme Lauredana JACQUET (Chaponnay)
Mme Laura LARANJEIRA BERNARD (Communay) a donné pouvoir à Mme Christelle REMY (Communay)
Mme Geneviève GLEYNAT (St Symphorien d'Ozon) a donné pouvoir à M. Alexis GAILLARDIN (St Symphorien d'Ozon)

Excusés :

/

Absent(e)s non excusé(e)s :

/

**N°2026-109-1.7.8
05/10/2026**

Avenant 1 - Marché global de performance - projet de requalification de la piscine de Saint Symphorien d'Ozon

Arnaud DELEU, Vice-président délégué au patrimoine, rappelle à l'assemblée que :

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 5214-16 et L. 5211-1 relatifs aux compétences de communautés de communes et de leur organe délibérant,
Vu le Code de la commande publique et notamment ses articles L.2171-3, R.2171-2 et R.2171-3 relatifs aux marchés globaux de performance et ses articles L. 2194-1 à L. 2194-3 et R. 2194-1 à R. 2194-8 relatifs aux conditions de modification des marchés publics,
Vu l'arrêté préfectoral n°69-2026-03-13-00040 du 19 mars 2026 relatif aux statuts et compétences de la Communauté de Communes du Pays de l'Ozon,
Vu la délibération n°2026-33 du conseil communautaire du 2 mars 2026 autorisant la signature du marché global de performance pour la requalification de la piscine de Saint Symphorien d'Ozon,
Vu le bureau communautaire du 14 septembre 2026,

Considérant qu'à l'issue d'une procédure avec négociation au sens de l'article L. 2124-3 du Code de la commande publique, le conseil communautaire de la CCPO a décidé de l'attribution d'un marché global de performance au sens des articles L.2171-1, L.2171-3, R.2171-2 et R.2171-3 du Code de la commande publique ayant pour objet la conception, la construction, l'exploitation technique, la maintenance et le

gros entretien renouvellement du futur équipement aquatique de Saint-Symphorien d'Ozon avec un groupement d'opérateurs économiques identifiés à l'acte d'engagement et dont la société GCC OUVRAGES PUBLICS RHÔNE-ALPES est le mandataire.

Considérant que ce marché global de performance a été notifié le 10 mars 2026, et suit son exécution telle que prévue aux pièces contractuelles depuis cette date, sans qu'aucune modification de celui-ci ne soit encore intervenue jusqu'à présent.

Considérant toutefois qu'au cours de l'exécution du marché, il a été constaté que la structuration du marché fondée sur l'émission d'un ordre de service de lancement des travaux en ce compris les travaux préparatoires ne permettait pas d'anticiper ceux-ci et laissait inexploitée la période calendaire d'avant émission dudit ordre de service.

Considérant que les parties sont convenues de modifier le marché afin de permettre une anticipation des travaux sans attendre la validation des autorisations administratives et de l'ensemble des études, de manière à exploiter ces périodes sans tâches du calendrier initial et, ainsi, sécuriser la date de fin des travaux, laquelle demeure inchangée.

Considérant que les parties sont convenues de modifier le calendrier détaillé d'exécution à valeur contractuelle afin de tenir compte de l'anticipation de l'ordre de service de lancement de la phase travaux sus évoqué.

Considérant que la contractualisation de ce calendrier n'a pas non plus pour effet de modifier les dates contractuelles de fin des travaux ni de signature du procès-verbal de réception sur lesquelles le titulaire s'est initialement engagé.

Considérant que la CCPO, en sa qualité de maître d'ouvrage, a souhaité intégrer audit avenant diverses clarifications quant à l'interprétation à donner aux stipulations du contrat, de manière à sécuriser l'exécution de celui-ci et éviter tout différend à venir.

Considérant que l'ensemble de ces modifications est opéré sans incidence financière à la hausse ou à la baisse par rapport au montant global et forfaitaire fixé à l'acte d'engagement du marché.

Considérant que, dans ces conditions, les modifications soumises à la présente assemblée délibérante seront adoptées sur le fondement et conformément aux articles L. 2194-1 et R. 2194-8 et R.2194-9 du code de la commande publique, lesquels posent un principe de régularité de modifications d'un marché public lorsque le montant des modifications est inférieur au seuil de procédure formalisée (5 404 000 euros HT) et à 15 % du montant du marché initial, lorsque celui-ci s'apparente à un marché public de travaux.

Considérant que, en tout état de cause, les modifications à apporter peuvent, à titre subsidiaire, être également justifiées par l'absence de modification substantielle du marché au sens dudit article R. 2194-7 du code de la commande publique, lequel interdit notamment les modifications qui introduisent des conditions qui, si elles avaient été incluses dans la procédure de passation initiale, auraient attiré davantage d'opérateurs économiques ou permis l'admission d'autres opérateurs économiques ou permis le choix d'une offre autre que celle retenue, ou encore qui modifient l'équilibre économique du marché en faveur du Titulaire d'une manière qui n'était pas prévue dans le marché initial.

Considérant que les modifications décrites ci-avant n'ont, en effet, aucun effet substantiel sur le marché dans la mesure où elles portent essentiellement sur un recalage du calendrier de la phase travaux, avec une anticipation mineure du calendrier de la phase travaux dans l'intérêt de la CCPO, et ce, sans modification du déroulé de fin de travaux à la charge du titulaire au titre du CCAP du marché.

Considérant qu'il résulte de ce qui précède que l'avenant est régulier au regard des articles L. 2194-1 et R. 2194-8 et R.2194-9 du code de la commande publique et, en tout état de cause, au regard de l'article R. 2194-7 du même code.

Après en avoir délibéré, le conseil communautaire à l'unanimité :

- **AUTORISE** Madame la Présidente à signer l'avenant n°1 au marché global de performance avec le groupement dont la société GCC OUVRAGES PUBLICS RHÔNE-ALPES est le mandataire.
- **AUTORISE** Madame la Présidente à prendre toutes mesures et signer tous les documents nécessaires à la mise en œuvre de cet avenant et toutes diligences pour le rendre exécutoire.
- **DIT** que la présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif de Lyon à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Télétransmise en Préfecture le 7 oct 2026
Affichée le
Certifiée exécutoire le 7 oct 2026

Pour extrait conforme au registre,
Mireille BONNEFOY
Présidente



Accusé de réception en préfecture
069-246900765-20261005-D-2026-109-DE
Date de télétransmission : 07/10/2026
Date de réception préfecture : 07/10/2026